



Eurobaromètre Standard 76

**L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE
Automne 2011**

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Ce sondage a été commandé et coordonné par la Commission européenne,
Direction générale Communication

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 76 / Automne 2011 – TNS Opinion & Social

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
1. Europe 2020 : des initiatives bien accueillies malgré un scepticisme global	4
1.1 Les initiatives pour sortir de la crise : un consensus fort	4
1.2 Des objectifs jugés réalisables	5
1.3 Des interrogations sur les priorités à mettre en œuvre	6
1.4 Des doutes sur l'orientation prise par l'UE	7
2. L'accès à l'information sur les questions européennes : les réseaux sociaux, une solution ?	8
2.1 Le sentiment d'être mal informés sur l'Europe	8
2.2 La place hégémonique de la télévision	9
2.3 Sur Internet, la prédominance des sites d'information	10
2.4 Réseaux sociaux : une solution très partielle	11

Introduction

Les sondages Eurobaromètre "Standard" sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale de la Communication). La présente étude est menée dans les 27 pays membres de l'Union européenne, dans les cinq pays candidats (Croatie, Turquie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Islande, Monténégro) et dans la Communauté chypriote turque située dans la zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Dans chaque pays, un questionnaire identique est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de 15 ans ou plus, interrogé en face-à-face.

Cette enquête « **Eurobaromètre Standard 76** » a été réalisée en France du 5 au 20 novembre 2011 par l'institut **TNS Sofres** auprès d'un échantillon représentatif de 1 031 personnes âgées de 15 ans ou plus dans un contexte politique extrêmement chargé.

- ① **Sur le plan international**, ce sondage a été effectué alors que les questions européennes occupaient le devant de la scène médiatique. L'enquête de terrain a débuté après les Conseils européens des 23 et 26 octobre, avec pour toile de fond le G20 à Cannes les 3 et 4 novembre. Il est également important de noter que de nouveaux chefs de gouvernement ont pris leur fonction en Grèce (le 10 novembre) et en Italie (le 16 novembre). Enfin, une partie de l'étude a coïncidé avec la préparation des élections générales en Espagne (le 20 novembre).

Alors que l'enquête débutait, la Commission a également publié ses prévisions économiques d'automne pour 2012, abaissant à 0,5% sa prévision de croissance dans la zone euro et à 0,6% sa prévision pour l'Union européenne dans son ensemble. L'enquête s'est achevée sur le terrain le 20 novembre, bien avant le Conseil européen des 8 et 9 décembre qui a pris de nouvelles mesures pour améliorer la gouvernance économique de l'Union européenne.

- ② **En France**, la période a été marquée par une dégradation de la situation économique, qui s'est traduite par des jugements sévères sur la situation économique (qualifiée de « mauvaise » par 86% des Français).

Le mois de novembre 2011 s'est également caractérisé par l'intensification de la « précampagne » présidentielle.

1. Europe 2020 : des initiatives bien accueillies malgré un scepticisme global

Alors que l'enquête de l'année dernière avait révélé de fortes attentes à l'égard de l'UE dans la lutte contre la crise, l'édition de l'automne 2011 indique que les Français sont favorables aux initiatives proposées dans la stratégie Europe 2020 mais qu'ils ne sont pas pour autant persuadés que l'UE « va dans la bonne direction » pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux.

1.1 Les initiatives pour sortir de la crise : un consensus fort

Comme dans le reste de l'Union européenne, les initiatives proposées dans la stratégie Europe 2020 sont bien perçues en France. Les notes qui leur sont attribuées sur une échelle de 1 à 10 se répartissent ainsi de 7 à 7,8 à l'exception du développement de l'E-économie qui séduit moins les Français (comme leurs voisins européens d'ailleurs). Plus précisément, les Français mettent en avant, par ordre de priorité : l'insertion des exclus, le soutien à des activités économes en énergie et la modernisation du marché de l'emploi. Ces résultats sont pour la plupart légèrement en-deçà de la moyenne européenne mais ils témoignent de l'ouverture à des projets de lutte contre la crise.

L'opinion sur les initiatives d'Europe 2020

Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie « pas du tout importante » et '10' signifie « très importante ».

(Notes moyennes)	UE	France
Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société	8,1	7,8
Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre	7,8	7,6
Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois	8,0	7,5
Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits	7,0	7,4
Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences	7,5	7,3
Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE	7,5	7,0
Développer l'e-économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE	6,5	5,6

1.2 Des objectifs jugés réalisables

Au-delà du jugement global sur les initiatives de l'UE, les personnes interrogées ont été invitées à évaluer le niveau d'ambition d'un certain nombre d'objectifs. Les résultats montrent que les Français estiment globalement que ceux-ci ne sont ni trop ambitieux, ni trop modestes.

L'opinion sur les objectifs d'Europe 2020

En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

(En %)	UE	France
Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%		
Comme il faut	60	54
Trop ambitieux	16	19
Trop modeste	16	18
Sans opinion	8	9
Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%		
Comme il faut	57	53
Trop ambitieux	17	21
Trop modeste	19	21
Sans opinion	7	5
Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi		
Comme il faut	60	51
Trop ambitieux	21	30
Trop modeste	16	16
Sans opinion	3	3
Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990		
Comme il faut	53	46
Trop ambitieux	20	26
Trop modeste	19	21
Sans opinion	8	7
La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année		
Comme il faut	55	45
Trop ambitieux	12	14
Trop modeste	17	22
Sans opinion	16	19
Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification		
Comme il faut	48	43
Trop ambitieux	30	19
Trop modeste	17	34
Sans opinion	5	4
Le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10%		
Comme il faut	50	36
Trop ambitieux	17	25
Trop modeste	27	34
Sans opinion	6	5
Le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020		
Comme il faut	49	34
Trop ambitieux	22	30
Trop modeste	25	33
Sans opinion	4	3

Les Français sont particulièrement convaincus par les objectifs fixés dans les domaines de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et de l'emploi. D'autres sujets divisent davantage l'opinion, comme la réduction de la part des Européens vivant sous le seuil de pauvreté et des jeunes quittant l'école sans qualification mais aucun objectif n'est jugé trop ambitieux par plus d'1/3 de la population.

On note par ailleurs que les Français se montrent plus critiques que la moyenne de l'UE pour tous les objectifs testés et sur certains points les résultats se distinguent véritablement de la moyenne européenne. Sur la question de la réduction de la pauvreté par exemple, on obtient une répartition d'environ un tiers sur chaque modalité (« comme il faut », « trop ambitieux », et « trop modeste ») alors que les Européens dans leur ensemble sont beaucoup plus convaincus du réalisme de cet objectif avec 49% de « comme il faut ».

1.3 Des interrogations sur les priorités à mettre en œuvre

Interrogés sur les actions qui devraient être prioritaires pour l'UE dans différents domaines, les Français dressent un tableau qui ne privilégie pas vraiment de priorités par domaine à l'exception toutefois de la situation des jeunes et de l'aide à l'emploi où les Français se montrent les plus consensuels.

Au total, les priorités spécifiques qui ressortent par domaine sont les suivantes:

- **Sur la situation des jeunes** : 47% estiment prioritaire d'augmenter le nombre de jeunes ayant un emploi (51% pour l'UE)
- **En ce qui concerne les emplois et les compétences** : 45% des Français attendent de l'UE qu'elle promeuve les opportunités d'éducation et de formation pour toutes les personnes en âge de travailler (42% pour l'UE)
- **Concernant la pauvreté** : 39% des Français estiment qu'elle doit avant tout assurer la durabilité de la protection sociale et des systèmes de pensions et un meilleur accès aux systèmes de soins de santé (40% pour l'UE)
- **Dans le domaine de l'énergie** : 38% des Français pensent que la promotion des sources d'énergie renouvelables doit être une priorité pour l'UE (40% en moyenne dans l'UE)
- **En ce qui concerne Internet** : 37% des Français jugent prioritaire le fait d'étendre l'accès au haut débit à tous les citoyens européens (33% pour l'UE)
- **Dans le domaine de l'innovation** : 34% des Français estiment qu'il est prioritaire de recentrer la recherche sur de nouveaux défis comme le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources (38% pour l'UE)
- **Enfin, concernant l'industrie** : 32% des Français attendent en priorité de l'UE qu'elle restructure les industries en difficulté et la même proportion souhaite qu'elle profite au maximum de l'économie verte (28% et 31% pour l'UE)

1.4 Des doutes sur l'orientation prise par l'UE

Sur le principe, les Français sont donc plutôt ouverts aux propositions de la stratégie Europe 2020 et ils jugent que ses objectifs sont réalisables. Ils ne sont cependant que 37% à penser que l'UE va dans la bonne direction pour sortir de la crise une fois informés de ses priorités. L'opinion est très partagée puisque 35% estiment que l'UE va dans la mauvaise direction.

L'opinion sur la direction prise par l'UE

Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

(En %)	UE	France	Danemark	Belgique	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie
Dans la bonne direction	38	37	56	43	42	32	28	21
Dans la mauvaise direction	31	35	27	35	20	42	46	34
Ni l'une ni l'autre (non suggéré)	20	14	8	18	30	16	16	30
NSP	11	14	9	4	8	10	10	15

L'attitude des Français à l'égard de la stratégie Europe 2020 est donc plus distante que la moyenne européenne. Ils ne sont pourtant pas les plus critiques. Les opinions varient en effet sensiblement entre les pays et semblent en partie corrélés à la situation économique. Certains pays de l'Europe du Nord font preuve d'un plus grand optimisme (Danemark, Belgique, Allemagne), la France se situe dans une zone intermédiaire et d'autres Etats se montrent plus pessimistes (Italie, Espagne, Royaume-Uni).

En France, ce sont avant tout les **jeunes** (49% pour les 15-24 ans), les **étudiants** (52%) et les **cadres** (44%) qui estiment que l'UE est **dans la bonne direction**.

Les personnes âgées de **40 à 54 ans**, celles **ayant terminé leurs études avant 15 ans** et les **ouvriers** sont au contraire davantage convaincus qu'elle va **dans la mauvaise direction** (respectivement 45%, 40% et 40%).

2. L'accès à l'information sur les questions européennes : les réseaux sociaux, une solution ?

Alors même que l'actualité européenne est au cœur du débat avec la crise et les interrogations sur l'avenir de l'euro, la diffusion de l'information européenne demeure problématique.

2.1 Le sentiment d'être mal informé sur l'Europe

Que la question porte sur leur cas personnel ou sur l'ensemble de leurs concitoyens, les Français estiment qu'ils sont **mal informés** sur les questions européennes, à proportion d'environ **trois personnes sur quatre**.

La France se situe en deçà de la moyenne de l'UE, avec des différences relativement marquées de 6 et 7 points de pourcentage sur le sous-total « mal informé(es) ».

Le sentiment d'information

En général, dans quelle mesure pensez-vous que dans votre pays les gens sont bien informés ou pas bien informés sur les questions européennes ?

(En %)	UE	France
Très bien informés	2	1
Plutôt bien informés	22	18
ST bien informés	24	19
Pas très bien informés	58	62
Pas du tout informés	15	17
ST mal informés	73	79
NSP	3	2

Le sentiment d'information personnel

Et en général, dans quelle mesure pensez-vous être bien informé(e) ou pas sur les questions européennes ?

(En %)	UE	France
Très bien informé(e)	3	2
Plutôt bien informé(e)	30	23
ST bien informé(e)	33	25
Pas très bien informé(e)	51	56
Pas du tout informé(e)	15	17
ST mal informé(e)	66	73
NSP	1	2

Dans le détail, les différences en termes de statut social et de fréquence d'utilisation des médias sont les critères les plus liés au sentiment d'information. En effet, 33% des cadres s'estiment bien informés sur les questions européennes alors que le chiffre pour les ouvriers

n'est que de 21%. Plus les personnes interrogées se situent haut sur l'échelle sociale, plus elles tendent à se déclarer bien informées. De la même façon, ceux qui utilisent souvent les médias tendent à se déclarer bien informés.

(En % pour la France)	Bien informés	Pas bien informés
Autopositionnement social haut	33	66
Autopositionnement social moyen	27	72
Autopositionnement social bas	19	79

(En % pour la France)	Bien informés	Pas bien informés
Indice d'utilisation des médias très élevé	30	69
Indice d'utilisation des médias élevé	25	73
Indice d'utilisation des médias faible	18	80
Indice d'utilisation des médias très faible	5	95

2.2 La place hégémonique de la télévision

Comme dans le reste de l'Union, la télévision est la première source d'information des Français sur les questions européennes, représentant près de six fois le score de la radio, deuxième source évoquée, devant la presse écrite et Internet.

Les sources d'information pour les questions européennes

Quelle est votre principale source d'information à propos des affaires politiques européennes ?
Premièrement ?

(En %)	UE	France
La télévision	61	60
La presse	11	10
La radio	7	11
Internet	10	8

Le sentiment sur le volume d'information reçu

En général, pensez-vous que la télévision française parle trop, suffisamment ou trop peu de l'UE ?

(En %)	UE	France
Télévision		
Suffisamment	54	38
Trop	11	10
Trop peu	28	43
Sans opinion	7	9

43% des Français déclarent recevoir trop peu d'information sur l'UE via la télévision. Un tiers seulement de la population française estime ainsi que la télévision française parle suffisamment de l'Union européenne (contre 54% en moyenne pour la population de l'UE). Les Français semblent donc particulièrement déçus de l'offre télévisuelle dans ce domaine.

2.3 Sur Internet, la prédominance des sites d'information

Dans ce contexte, on pourrait imaginer qu'Internet pourrait pallier le manque d'informations sur l'UE à la télévision, notamment à travers ses plus récentes innovations comme les réseaux sociaux. Cette hypothèse ne semble pourtant pas se vérifier en France puisque les sites jugés utiles pour s'informer sur les questions européennes sont avant tout associés aux voies classiques d'information : les journaux et magazines principalement (42%), devant les sites officiels (31%).

Les sources d'information sur Internet

Sur quels sites estimeriez-vous utile de trouver de l'information sur l'UE ?

(En %)	UE	France
Des sites d'information (sites de journaux, magazines, etc.)	37	42
Des sites institutionnels ou officiels (sites gouvernementaux, etc.)	28	31
Des réseaux sociaux en ligne	9	7
Des blogs	5	5
Des sites de partage vidéo	3	3
Autre	1	1
Aucun	24	28
NSP	20	10

Si Internet s'avère donc être une source potentiellement utile d'information pour les deux tiers des Français, les réseaux sociaux ne sont cités pour leur part que par 7% des Français. Ces derniers peuvent-ils alors présenter une solution d'avenir pour s'informer des affaires européennes ?

2.4 Réseaux sociaux : une solution très partielle

Les questions spécifiquement axées sur les réseaux sociaux révèlent que les Français les perçoivent davantage comme un moyen d'expression que comme une source d'information à proprement parler. En effet, 50% des Français estiment qu'ils sont un bon moyen « de dire ce qu'on pense des questions politiques » et la même proportion juge que l'information provenant de ces réseaux n'est pas fiable. Ce chiffre atteint même 61% chez les utilisateurs d'Internet.

La perception des réseaux sociaux comme source d'information

Que vous participiez ou non aux réseaux sociaux en ligne (sites de réseaux sociaux, blogs, sites de partage de vidéos), pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

(En %)	UE	France	Utilisateurs d'Internet en France
Les réseaux sociaux sont un moyen moderne de rester au courant des affaires politiques			
Tout à fait d'accord	12	9	11
Plutôt d'accord	35	33	39
ST d'accord	47	42	50
Plutôt pas d'accord	16	19	23
Pas du tout d'accord	8	15	18
ST pas d'accord	24	34	41
Sans opinion	29	14	9
L'information à propos des affaires politiques provenant des réseaux sociaux en ligne n'est pas fiable			
Tout à fait d'accord	11	19	24
Plutôt d'accord	29	31	37
ST d'accord	40	50	61
Plutôt pas d'accord	20	14	17
Pas du tout d'accord	6	5	6
ST pas d'accord	26	19	23
Sans opinion	34	31	16
Les réseaux sociaux en ligne sont un bon moyen de maintenir l'intérêt des gens pour les affaires politiques			
Tout à fait d'accord	11	7	9
Plutôt d'accord	36	30	35
ST d'accord	47	37	44
Plutôt pas d'accord	15	20	24
Pas du tout d'accord	8	16	20
ST pas d'accord	23	36	44
Sans opinion	30	27	12
Les réseaux sociaux en ligne sont un bon moyen de dire ce qu'on pense des questions politiques			
Tout à fait d'accord	12	12	15
Plutôt d'accord	35	38	46
ST d'accord	47	50	61
Plutôt pas d'accord	15	13	15
Pas du tout d'accord	8	12	13
ST pas d'accord	23	25	28
Sans opinion	30	25	11

Le problème de fiabilité et donc de confiance dans l'information venant des réseaux sociaux souligne que ces outils, s'ils peuvent constituer un élément de la réponse à apporter au manque d'information ressenti par une grande majorité des citoyens, ne sauraient en aucun cas, à l'heure actuelle, supplanter les canaux traditionnels tels que la télévision.

Les résultats complets de cette enquête
sont disponibles sur le site de l'Eurobaromètre :

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb76/eb76_fr.htm